

La crise climatique ne fait pas voter vert

ÉLECTIONS FÉDÉRALES Le réchauffement, et les questions environnementales, est l'une des principales inquiétudes des Suisses, selon des sondages. Pourtant, depuis 2019, le parti écologiste s'affaiblit. La vague verte s'est-elle essoufflée?

THOMAS STRÜBIN

Pour 36% des Suisses, le changement climatique reste le sujet le plus préoccupant. C'est le constat d'une enquête d'opinion réalisée par *Le Temps* et l'institut Ipsos Suisse, publiée ce lundi 28 août. Des résultats qui confirment ceux du dernier baromètre électoral SSR, déterminant à 40% qu'il s'agit du défi politique principal du pays. Partant, l'on s'attendrait logiquement à ce que Les Vert·e·s en profitent lors des élections. Mais selon le même sondage SSR, ces derniers enregistraient la plus forte diminution des intentions de vote, passant de 13% à 10% depuis les élections au Conseil national de 2019.

Comment expliquer ce qui semble relever du paradoxe? «Certes, la question climatique se maintient en haut de l'agenda politique helvétique, acquiesce Georg Lutz, directeur du centre de compétences en sciences sociales Fors. Mais pas autant qu'il y a quatre ans.» Pour le professeur de sciences politiques à l'Unil, l'importance de la thématique phare d'un parti, soit celle avec laquelle il mobilise principalement son électorat, est le facteur décisif de son score. «Et comme la concurrence entre les différents enjeux nationaux est plus diverse et variée qu'en 2019, à l'instar des soins de santé, du coût de la vie ou encore de l'immigration, la question climatique a perdu de son importance. Ce qui implique forcément une diminution des intentions de vote vertes.»

Il y a quatre ans, le contexte était effectivement différent. Selon le politologue Pascal Sciarini, la conjonction d'une série de facteurs avait placé la question environnementale au centre des préoccupations politiques du

pays: «En 2018, la période de forte canicule a provoqué une prise de conscience généralisée, une perception nouvelle de l'urgence climatique en Suisse. Cette tendance s'est ensuite renforcée l'année suivante, avec les nombreuses grèves de jeunes pour le climat dans tout le pays. Des manifestations qui ont mobilisé les autres tranches d'âge par un effet d'entraînement.»

Perte de monopole et de crédibilité

Bénéficiant de cet élan écologiste lors des dernières fédérales, Les Vert·e·s étaient ainsi parvenus à dépasser de deux points Le Centre au Conseil national, devenant pour la première fois de leur histoire le quatrième parti à la Chambre basse. Un résultat qui, arithmétiquement, aurait pu leur permettre de bouleverser la composition du Conseil fédéral, basée sur la fameuse formule magique.

Mais «aujourd'hui, il n'y a plus cet effet de nouveauté», poursuit Pascal Sciarini. La population ayant accepté la loi sur le climat et l'innovation en juin dernier, certains se disent probablement que l'effort est en partie derrière eux. «Le professeur de sciences politiques à l'Unige relève également un sentiment d'impuissance quant à la thématique environnementale, du fait que la Suisse reste un petit acteur sur l'échiquier international. «Le ressenti n'est donc plus le même, en tout cas pour une partie de l'électorat.» Selon l'enquête d'opinion que nous avons publiée lundi, un sondé sur quatre estime même que les médias parlent trop du dérèglement climatique. Peu de doutes donc, pour le spécialiste, que «la vague verte s'est essoufflée».

Au-delà de l'affaiblissement du

sentiment d'urgence climatique, la tendance décroissante du vote écologiste s'explique aussi par un jeu politique de vases communicants. «Les Vert·e·s ne sont plus les seuls à s'emparer de la question climatique, relève Andrea Pilotti, maître d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques de l'Unil. Cette dernière est toujours plus transversale aux différents électorats, donc il y a davantage de concurrence entre les forces politiques.» Une rivalité avec les vert·libéraux bien sûr, mais avec les socialistes aussi.

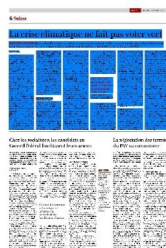
Dans un ouvrage collectif publié en début d'année, Pascal Sciarini détermine que 13% des électeurs vert·libéraux en 2015 ont voté pour Les Vert·e·s quatre ans plus tard. Pour le PS, c'est près d'un quart de ses votants (22%) qui a préféré les écologistes lors des dernières élections. «Dans la même logique, ce transfert de voix risque de s'inverser en octobre prochain, au regard des sondages.» Car selon le baromètre SSR, le PS a gagné un point depuis 2019, s'affirmant comme le deuxième parti de Suisse, avec 18%

«Les Vert·e·s ne sont plus les seuls à s'emparer de la question climatique»

ANDREA PILOTTI, MAÎTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

des intentions de vote. Les vert·libéraux, quant à eux, augmentent leur force d'un demi-point pour talonner Les Vert·e·s à 8%.

«Il y a encore une dizaine d'années, une majorité des élec-



teurs sensibles à la question climatique se tournaient presque toujours vers les écologistes, se souvient **Andrea Pilotti**. Désormais, ils sont convaincus que des alternatives existent.» D'après le politologue, Les Vert·e·s ne sont aujourd'hui plus aussi crédibles qu'auparavant pour une partie des citoyens: «Ils paient le fait d'être jugés pour des mesures coercitives, alors qu'une part grandissante de la population est davantage sensible à des propositions plus incitatives. Cette dernière l'avait par exemple fait savoir en rejetant dans les urnes la loi CO₂ en 2021, puis en acceptant une version jugée moins «punitives» avec la loi sur le climat et l'innovation il y a deux mois.»

Pour Pascal Sciarini, les récentes opérations «coup de poing» d'activistes pour le climat ont également entaché la perception globale du parti écologiste: «Sans forcément être associés par l'électorat helvétique à ces manifestations, Les Verts n'ont pas réellement su se positionner clairement

face à l'activisme climatique.» Une hésitation particulièrement néfaste, car plus de la moitié (51%) des personnes interrogées dans le dernier sondage SSR se dit agacée par les militants collant leurs mains sur le bitume.

Chiffres à nuancer

Bien qu'une tendance à la baisse se profile, chacun des trois experts rappelle que ces sondages reposent sur une certaine marge d'erreur, qui oscille autour d'un point de pourcentage. Le constat doit donc être nuancé. «De plus, Les Verts peuvent malgré tout obtenir le deuxième meilleur résultat de leur histoire s'ils se maintiennent à ce niveau», rappelle **Georg Lutz**. Pour **Andrea Pilotti**, le recul des écologistes est aussi «physiologique»: «Leur force électorale a tellement augmenté en 2019 qu'une diminution est en partie inévitable.»

Lisa Mazzone, directrice de campagne des Vert·e·s pour les fédérales à venir, relativise également cette baisse prévue par le baromètre SSR: «Il y a quatre ans, nous étions au même niveau que main-

tenant. Ce n'est pas si simple, le sondage ne fait pas l'élection.» Selon la conseillère aux Etats genevoise, l'enjeu du parti réside maintenant dans la mobilisation de toute personne sensibilisée à la question environnementale, en particulier les jeunes. Avant de revenir sur la concurrence partisane de la crise climatique: «Les autres forces politiques n'ont pas de réelle volonté à faire de cette thématique leur priorité absolue. Depuis 2019, elles ont plutôt tendance à ne plus en parler.»

Pour autant, Les Vert·e·s ont contribué à faire du dérèglement climatique une problématique centrale en Suisse. Quant à l'électorat, plus d'un quart des sondés (27%) par *Le Temps* et Ipsos Suisse indiquent qu'ils ne font confiance à aucun parti pour répondre aux enjeux liés à la thématique environnementale. Récoltant 15% des voix sur cette question, le parti écologiste se hisse néanmoins devant toutes les autres forces politiques du pays. ■